

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

Véhicules lourds — Normes environnementales applicables

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement, que le «Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds», dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la présente publication.

Le projet de règlement a pour objet d'établir des normes environnementales applicables à des véhicules lourds dont la masse nette est supérieure à 3 000 kg et qui fonctionnent au diesel, à l'essence ou au gaz. Ces normes portent sur les appareils et les systèmes antipollution de ces véhicules ainsi que sur le contrôle des émissions polluantes qui en proviennent. Le contrôle sur route du respect de ces normes serait effectué par les contrôleurs routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec. Le non-respect de ces normes entraînerait des amendes, l'obligation de réparer le véhicule et un contrôle subséquent dans un établissement accrédité par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Le projet de règlement a un impact sur les petites et moyennes entreprises qui sont propriétaires ou exploitantes de véhicules lourds. L'entretien préventif des véhicules qui sous-tend l'application du projet de règlement inciterait les entreprises à faire effectuer les réparations nécessaires dès l'apparition de dysfonctionnements dans les systèmes antipollution des véhicules lourds. En cas de non-respect des normes, les modes de contrôle retenus réduiraient au minimum le délai d'immobilisation et les coûts d'inspection des véhicules visés.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Monsieur Jean-Pierre Létourneau, ingénieur
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
Programme d'inspection et d'entretien
des véhicules automobiles
675, boulevard René Lévesque Est, 6^e étage
Québec (Québec) G1R 5V7
Tél. (418) 521-3813, poste 4974
Fax. (418) 646-0001
Courriel : jean-pierre.letourneau@mddep.gouv.qc.ca

Toute personne ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 60 jours, au soussigné, édifice Marie-Guyart, 30^e étage, 675, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5V7.

*Le ministre du Développement durable
et des Parcs,*
THOMAS J. MULCAIR

Règlement sur les normes environnementales applicables aux véhicules lourds

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, par. a, c, d, e, h, h.1, h.2, l, 53,
par. a, b et c, 109.1, 118.6 et 124.0.1)

CHAPITRE I CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. Le présent règlement a pour objet d'établir des normes environnementales applicables aux véhicules lourds. Ces normes portent sur les appareils et les systèmes visant à prévenir l'émission de contaminants et sur le contrôle des émissions polluantes de ces véhicules.

Pour l'application du présent règlement, le contrôle sur route de ces normes s'effectue sur un chemin public au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2).

2. Les véhicules lourds visés au présent règlement sont les véhicules lourds au sens du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3^o de l'article 2 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L.R.Q., c. P-30.3) ainsi que les minibus et les dépanneuses visés au sous-paragraphe *b* de ce paragraphe dont la masse nette est supérieure à 3 000 kg.

3. Le présent règlement ne s'applique pas aux véhicules lourds au moment où ils participent à une compétition, à un spectacle ou à une course sur un parcours ou un terrain fermé à toute autre circulation automobile.

4. Est assimilée au propriétaire d'un véhicule lourd, toute personne visée à l'article 2 du Code de la sécurité routière.

Est assimilé à un laboratoire accrédité par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de l'article 118.6 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), un établissement accrédité en vue de vérifier la conformité des véhicules lourds aux normes environnementales prévues par le présent règlement.

CHAPITRE II APPAREILS ET SYSTÈMES ANTIPOLLUTION

5. Tout véhicule lourd qui circule sur la partie du territoire du Québec située au sud du 55^e parallèle ou tout véhicule lourd qui est vendu, loué, mis à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offert en vente, en location ou mis à la disposition de quiconque contre valeur doit être pourvu d'un appareil ou d'un système antipollution en état de fonctionnement qui réduit l'émission dans l'atmosphère d'hydrocarbures, de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote ou de particules.

Le présent article ne s'applique pas aux véhicules lourds qui, au regard des contaminants mentionnés au premier alinéa, respectent les normes d'émission prescrites, selon le cas, par les dispositions des règlements d'application de la Loi sur la sécurité automobile (L.C., 1993, c. 16) ou par les dispositions réglementaires prises en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (L.C., 1999, c. 33), sans être pourvus d'un appareil ou d'un système antipollution.

6. Le propriétaire d'un véhicule lourd ne peut permettre l'enlèvement ou la modification d'un appareil ou d'un système antipollution d'un véhicule lourd et nul ne peut enlever ou modifier un tel appareil ou système, sauf pour le remplacer lorsqu'il est défectueux.

7. Tout appareil ou système antipollution de remplacement installé sur un véhicule lourd doit être conforme à celui utilisé comme unité de remplacement par le manufacturier du véhicule. De plus, l'appareil ou le système antipollution de remplacement doit porter le code d'identification de son fabricant.

8. Les articles 5 à 7 ne s'appliquent pas aux véhicules lourds modifiés pour permettre l'utilisation du gaz propane ou du gaz naturel comme seul carburant.

CHAPITRE III ÉMISSIONS DES VÉHICULES LOURDS

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9. Tout véhicule lourd qui circule sur la partie du territoire du Québec située au sud du 55^e parallèle doit être conforme aux normes d'émissions prévues au présent chapitre et qui sont applicables selon que le véhicule fonctionne au diesel, à l'essence ou au gaz.

10. Le propriétaire d'un véhicule lourd non conforme est tenu de le réparer ou de le faire réparer et d'obtenir d'un établissement accrédité une attestation selon laquelle le véhicule lourd est conforme aux normes environnementales, dans les 30 jours de la notification d'un avis du ministre qui l'enjoint de le faire.

SECTION II ÉMISSIONS DES VÉHICULES LOURDS FONCTIONNANT AU DIESEL

11. Les émissions dans l'atmosphère de tout véhicule lourd fonctionnant au diesel ne doivent pas dépasser le pourcentage d'opacité prévu au tableau suivant, en fonction de l'année de modèle du véhicule :

Année de modèle	Opacité (%)
Pour les deux années qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent règlement	
1991 et plus récent	45
1990 et moins récent	60
Pour les années subséquentes	
1991 et plus récent	40
1990 et moins récent	55

12. L'opacité des émissions d'un véhicule lourd fonctionnant au diesel est mesurée au moyen d'un opacimètre, selon la méthode intitulée Snap-Acceleration Smoke Test Procedure for Heavy-Duty Diesel Powered Vehicles, portant le numéro J1667 et publiée par la Society of Automotive Engineers.

SECTION III

ÉMISSIONS DES VÉHICULES LOURDS FONCTIONNANT À L'ESSENCE OU AU GAZ

13. Les émissions dans l'atmosphère d'hydrocarbures (HC) et de monoxyde de carbone (CO) de tout véhicule lourd fonctionnant à l'essence, au gaz naturel ou au gaz propane ne doivent pas dépasser les valeurs prévues au tableau suivant, en fonction de l'année de modèle du véhicule :

Année de modèle	HC (ppm)	CO (%)	Émissions visibles (s/min)
≥ 1998	200	1	5
1988-97	220	1.2	5
1980-87	300	3	5
1975-79	400	4	5
1970-74	800	6.5	5
≤ 1969	1000	8	5

De plus, la somme des teneurs en dioxyde de carbone (CO₂) et en monoxyde de carbone (CO) doit être d'au moins 6 %.

14. La teneur en hydrocarbures, en dioxyde de carbone et en monoxyde de carbone des émissions des véhicules fonctionnant à l'essence ou au gaz est mesurée au moyen d'un analyseur de quatre gaz ou de cinq gaz, selon la méthode intitulée Preconditioned Two Speed Idle Test Procedure [USEPA Publication EPA-AA-TSS-I/M-90-3 January 1991 – Recommended I/M Short Test Procedures for the 1990's: Six Alternatives] et publiée par la United States Environmental Protection Agency.

CHAPITRE IV

ÉTABLISSEMENTS ACCRÉDITÉS

15. Un établissement accrédité mesure les émissions d'un véhicule lourd ayant fait l'objet d'un avis de réparation notifié par le ministre à la suite d'un contrôle sur route effectué par les contrôleurs routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec conformément à une entente conclue en vertu des articles 519.64 à 519.66 du Code de la sécurité routière.

Si les résultats de l'analyse sont conformes au présent règlement, l'établissement délivre à l'intention du propriétaire du véhicule lourd une attestation selon laquelle le véhicule lourd est conforme aux normes environnementales au moment de la mesure.

L'attestation doit contenir notamment :

- 1° le numéro de l'attestation ;
- 2° la marque, le modèle, l'année et le type de véhicule lourd ;
- 3° le numéro de la plaque d'immatriculation et le numéro d'identification du véhicule ;
- 4° les noms et adresses du conducteur et du propriétaire du véhicule ainsi que le numéro d'identification du propriétaire ;
- 5° le nom de la personne qui a pris la mesure, son numéro s'il en est, l'adresse ou le lieu de la mesure ainsi que la date et l'heure auxquelles la mesure a été prise ;
- 6° le résultat de la mesure ainsi que la signature de la personne qui l'a effectuée ;
- 7° les normes environnementales qui sont applicables au véhicule ;
- 8° la mention que le véhicule est conforme à ces normes à la date et à l'heure auxquelles la mesure a été prise.

L'établissement doit transmettre au ministre une copie de l'attestation, par un moyen faisant appel aux technologies de l'information, au plus tard le jour ouvrable qui suit celui de la délivrance de l'attestation.

CHAPITRE V

SANCTIONS

16. Le propriétaire d'un véhicule lourd qui circule sur la partie du territoire du Québec située au sud du 55^e parallèle et qui n'est pas conforme à l'article 5 est passible :

- 1° s'il est une personne physique, d'une amende de 300 \$ à 600 \$;
- 2° s'il est une personne morale, d'une amende de 600 \$ à 1 200 \$.

Quiconque vend, loue, met à la disposition de quiconque contre valeur ou de quelque façon offre de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque

contre valeur un véhicule lourd qui n'est pas conforme à l'article 5 est passible de l'amende prévue au premier alinéa.

17. Le propriétaire d'un véhicule lourd qui permet l'enlèvement ou la modification d'un appareil ou d'un système antipollution contrairement aux dispositions de l'article 6 est passible :

1^o s'il est une personne physique, d'une amende de 750 \$ à 1 500 \$;

2^o s'il est une personne morale, d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$.

Quiconque enlève ou modifie un tel appareil ou système antipollution contrairement aux dispositions de l'article 6 est passible de l'amende prévue au premier alinéa.

18. Quiconque installe un appareil ou un système antipollution de remplacement qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 7 est passible :

1^o s'il est une personne physique, d'une amende de 750 \$ à 1 500 \$;

2^o s'il est une personne morale, d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$.

19. Le propriétaire d'un véhicule lourd qui n'est pas conforme à l'article 9 est passible :

1^o s'il est une personne physique, d'une amende de 100 \$ à 200 \$;

2^o s'il est une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 400 \$.

20. Le propriétaire d'un véhicule lourd qui ne se conforme pas aux exigences de l'article 10 est passible :

1^o s'il est une personne physique, d'une amende de 750 \$ à 1 500 \$;

2^o s'il est une personne morale, d'une amende de 1 500 \$ à 3 000 \$.

21. Les amendes prévues au présent chapitre sont portées au double en cas de récidive.

22. Le présent règlement entrera en vigueur le quinzième jour qui suit sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.